

Les étudiants pourraient passer une partie de leur temps à l'université, et l'autre au travail. Cette formation pourrait durer un an ou deux, si c'était nécessaire.

Et comme il s'agit de préparer la génération qui nous remplacera, je vois d'un bon œil l'octroi d'un salaire aux étudiants, quelles que soient leurs études et la profession qu'ils désirent exercer. Il s'agit d'un salaire payé par l'État avec des crédits nouveaux.

Payer un salaire aux étudiants constitue un remède qui peut être administré instantanément. Le premier ministre actuel (M. Trudeau) l'a déclaré en 1954, dans la revue *Cité Libre*. Je me permets d'en citer quelques passages. A la page 34, par exemple, ou pouvait lire, et je cite:

Le problème reste de savoir s'il n'y a pas d'autre limite au chômage que le fond de la misère.

Et voici ce qu'on pouvait lire à la page 35:

Heureusement, il existe un remède qui peut être administré instantanément... c'est de stimuler les achats en mettant plus d'argent entre les mains des consommateurs. L'État doit distribuer largement et résolument des prestations de toutes sortes...

Alors, monsieur le président, l'État doit accorder des prestations de toutes sortes. C'est le premier ministre qui le dit.

A mon sens, le salaire aux étudiants est le meilleur placement que peut faire l'État. Étant donné que le premier ministre détient les rênes du pouvoir dans un gouvernement fort, il peut bien mettre en pratique ce qu'il prêchait en 1954.

Le défi à relever est de taille et si le dialogue ne s'établit pas, beaucoup de jeunes perdront leur talent. La prospérité collective en sera sérieusement diminuée, alors que l'association des jeunes au développement du Canada est d'une importance capitale.

Les jeunes doivent découvrir les tâches qu'ils peuvent entreprendre. La «débrouillardise», l'audace, l'imagination et l'ardeur des jeunes doivent servir le Canada. Si le premier ministre n'est pas un éteignoir, qu'il le prouve en donnant la chance aux jeunes de mettre leurs forces à contribution pour l'avancement de toute la population et le développement de notre pays.

• (8.40 p.m.)

[Traduction]

**M. David Orlikow (Winnipeg-Nord):** Monsieur l'Orateur, le moins qu'on puisse dire, c'est que le discours que le ministre de la Main-d'œuvre et de l'immigration (M. Lang) a prononcé cet après-midi était intéressant, dans ce sens qu'il n'a tenu à peu près aucun compte de l'argument de base de la motion présentée par le Ralliement créditiste, de l'amendement proposé par le porte-parole de l'opposition officielle et du sous-amendement proposé au nom de notre parti par le député de Yorkton-Melville (M. Nystrom).

Le ministre a délibérément passé le plus clair de son temps à railler les théories économiques des créditistes. Il se trouve que je ne fais pas miennes ces théories, mais il me semble que le ministre aurait fort bien pu en profiter pour aborder les questions importantes qui touchent les Canadiens et dont on parle quotidiennement dans les journaux, même les journaux libéraux. Il y a parmi ces

[M. Godin.]

questions le fait que nous ayons plus de chômage au Canada que depuis une douzaine d'années ou plus, le fait que nos jeunes constituent presque la moitié des chômeurs, le fait que nombre de gens dans les grandes villes, dont Montréal, Toronto, Winnipeg et Vancouver qui n'ont pas de travail ni d'assurance-chômage sont forcés d'essayer d'obtenir l'assistance publique d'urgence parce qu'ils n'ont pas droit au bien-être social normal à cause de leur lieu de résidence. Ce sont tous des problèmes que le ministre a presque feint d'ignorer. Il était fier de ce que l'augmentation du coût de la vie ait été aussi minime en 1970. Le ministre n'a pas tiré de ce fait la conclusion évidente que ce sont les politiques restrictives du gouvernement et l'absence de programmes nécessaires qui, dans une large mesure, ont fait naître le chômage actuel.

Le ministre a tenté de réprimander mon collègue le député de Yorkton-Melville parce qu'il a dit que le gouvernement avait créé le chômage de propos délibéré. Le fait est que plus d'une fois, le premier ministre a dit en public, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Chambre, qu'il était disposé à prendre des mesures sévères pour venir à bout de l'inflation, et que même si le Canada devait envisager un taux de chômage de 6 p. 100, il ne se laisserait pas intimider et poursuivrait son programme de restrictions en vue d'enrayer la hausse du coût de la vie. Le premier ministre et le gouvernement ont obtenu un brillant succès. En vérité, le taux du chômage est plus élevé au Canada que dans tout autre pays industrialisé du monde occidental.

L'an dernier, d'après des rapports de l'OCDE, les taux moyens du chômage dans les principaux pays du monde occidental étaient les suivants: Allemagne, 5 p. 100; Suède, 1,9 p. 100; Royaume-Uni, 2,2 p. 100; Italie, 3,1 p. 100; Belgique, 3,3 p. 100; et États-Unis, notre voisin du Sud, 4,1 p. 100. Au Canada, ce taux atteignait 4,6 p. 100. Le premier ministre et le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration peuvent être fiers du miracle économique qu'ils ont accompli dans leurs efforts pour ralentir et enrayer l'inflation, mais notre taux de chômage, le plus élevé de tout pays du monde occidental, résulte directement de leurs politiques.

L'année dernière, la moyenne du chômage au Canada était de 4,6 p. 100, ce qui était bien en deçà de celle de cette année qui dépassera 6 p. 100. Le mois dernier 500,000 Canadiens étaient sans travail. D'après une évaluation prudente dont j'ai eu connaissance—et qui ne diffère pas beaucoup de celles qui ont été établies par des économistes pour le ministre des Finances (M. Benson), le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et le premier ministre—en février et mars 1971, nous aurons environ 800,000 chômeurs. En fait, j'ai vu l'évaluation faite par un organisme de recherche économique, sérieux et de bonne réputation, qui prévoit que la moyenne générale de l'année prochaine dépassera 6 p. 100. Ce qui est surtout alarmant et pénible, c'est que des 476,000 chômeurs de l'année prochaine, il y en aura 212,000, soit 45 p. 100, entre 14 et 24 ans. Au cours du mois de novembre 1970, le chiffre réel du chômage chez les jeunes gens entre 14 et 24 ans était de 10,2 p. 100, ce qui marquait une augmentation de 1,2 p. 100 sur octobre.

Si on regarde les différentes régions du Canada, on voit à quel point la situation est grave. Ce ne sont pas seule-